

Contre le passe sanitaire ... et les autres attaques de classe !

Le gouvernement veut imposer la vaccination par l'obligation d'un passe sanitaire dans la vie sociale et professionnelle, et il recourt pour y parvenir à des choix sanitaires, des promesses, des mensonges, des manipulations de chiffres, le tri des informations, des sanctions pécuniaires.

Quelques exemples :

- Pour justifier l'urgence de la vaccination, le gouvernement a mis l'accent sur la grosse hausse des contaminations en juillet (le nombre des hospitalisations et celui des décès restant quant à eux minimes par rapport à ceux de la première vague). Mais cette hausse s'explique pour partie par l'explosion du nombre de tests qu'a entraînée l'annonce d'un passe sanitaire (l'autre élément serait la contagiosité plus élevée du variant actuellement en circulation). En testant davantage, on a repéré des contaminations qui seraient passées inaperçues autrement parce qu'elles ne s'accompagnaient d'aucun symptôme du Covid-19. C'est chez les jeunes que les contaminations ont augmenté le plus, ces dernières semaines, or les « asymptomatiques » sont majoritaires parmi les moins de 30 ans.
- Alors qu'on nous répète depuis un an qu'une personne vaccinée reste contaminante, le gouvernement a fait miroiter la fin du port du masque (déclaration de Véran le 13 juillet) avec la mise en place du passe sanitaire. Or on constate son retour progressif dans des centres-villes, des zones touristiques, des départements, des régions...
- Surtout, le gouvernement a décidé non seulement de mettre en équivalence le test et la vaccination (on peut obtenir le passe sanitaire en recourant à l'un ou à l'autre), mais aussi de rendre les tests payants. De tels choix devraient entraîner une diminution du nombre de tests. On saura donc moins qui est porteur du virus, étant donné les nombreux « asymptomatiques » – mais si le chiffre officiel des cas positifs baisse, le gouvernement pourra attribuer la diminution des contaminations à la seule vaccination. L'accent mis par de nombreux États sur la double dose de vaccin commence pourtant à être reconsidéré par certains d'entre eux, qui ne se contentent déjà plus du « passe sanitaire européen ». L'Allemagne exige ainsi à ses frontières à la fois le vaccin et le test, voire une quarantaine, et elle préconise une troisième dose pour les personnes fragiles.

Le virus ne frappe pas pareil les bourgeois et les prolétaires

A la vérité, ce n'est pas la vaccination obligatoire, même accompagnée d'autres dispositifs sanitaires (tests, masques, couvre-feu, etc.), qui peut « régler » le problème de cette pandémie et des suivantes ; ce n'est pas non plus la levée des brevets et la socialisation des entreprises produisant les vaccins... mais un changement radical de modèle économique et de société. Car les pandémies sont favorisées tant par la logique industrielle du système capitaliste que par la mondialisation des échanges qu'il implique, et elles sont donc à mettre en corrélation avec l'exploitation économique de la planète.

L'actuelle pandémie a ainsi une dimension de classe dont le gouvernement se garde évidemment de parler, parce qu'il tente de forger une « union nationale » contre le virus ennemi : par tous les canaux

médiatiques, il insiste sur la nécessité de préserver la santé de « nos anciens » ou des « plus vulnérables parmi nous ».

Certes, les études sur les victimes du Covid-19 qu'ont réalisées l'ANSM, l'Assurance maladie et Epi-Phare depuis le début de la pandémie montrent que ce virus a un impact plus ou moins important selon l'âge, l'état de santé ou le sexe : au 21 juillet 2021, sur les 111 576 personnes décédées en France, 73 % avaient 75 ans ou plus, et 58 % étaient des hommes. Mais ces études retiennent comme autres critères importants l'appartenance sociale et le développement économique d'un pays. Dans les Etats industrialisés aux populations vieillissantes, le mode de vie (sédentarité, alimentation industrielle, stress, malbouffe...) et les diverses pathologies chroniques qu'il entraîne (maladies cardiovasculaires, diabète, obésité, cancers...) sont en partie responsables de la situation sanitaire. De ce fait, plus les inégalités sociales augmentent, plus les maladies chroniques explosent, et les cas de Covid-19 avec.

En France, les mesures sanitaires décrétées par le gouvernement ont aggravé les inégalités – en particulier les confinements, que ce soit au niveau des conditions de vie, de travail ou d'éducation. Il n'est donc pas surprenant que les classes populaires soient surreprésentées parmi les « anti-vaccins » (dans une enquête CNRS de novembre 2020, 17 % des ouvriers interrogés déclaraient qu'ils ne se feraient pas vacciner, contre 8 % des cadres supérieurs ; et dans un récent sondage OpinionWay, 24 % des ouvriers et employés disaient de même, contre 12 % des classes au-dessus). Mais cette partie de la population ne va pas davantage au restaurant, au cinéma ou au théâtre qu'elle ne prend le train ou l'avion. Aussi ce ne sont pas seulement les restrictions de liberté qui animent les réfractaires au passe sanitaire, comme on a tendance à nous le présenter. Il y a également l'énorme indignation suscitée par le mépris de classe qu'affiche Macron à l'égard de personnes promues voici quelques mois au rang de « héros » – notamment les soignant-e-s –, et qui se trouvent maintenant menacées de sanctions graves si elles refusent d'obtempérer en se faisant vacciner ou en se transformant en auxiliaires de police pour contrôler lesdits « passes ». Ces sanctions visent en priorité les précaires en intérim ou en CDD (majoritairement des femmes). De plus, la suspension des contrats de travail prévue dans la loi sur le passe sanitaire va empêcher les salarié-e-s récalcitrants à la vaccination de toucher des indemnités de licenciement et de s'inscrire à Pôle emploi.

Ce qui se mène aujourd'hui est une guerre sociale, et non sanitaire

La colère contre le gouvernement et les médias, qui animait déjà les gilets jaunes, s'accompagne présentement d'une méfiance à l'égard des scientifiques et des labos pharmaceutiques. Et elle se traduit par le refus du passe sanitaire... et par celui d'aller voter. Cette « crise de confiance dans la démocratie » gêne un peu les gouvernants, car l'énorme taux d'abstentions aux dernières régionales nuit à la bonne image des institutions que défendent les partis de gauche et de droite ; et il leur est plus difficile de jouer la carte de l'« antifascisme » contre le Rassemblement national, tandis qu'approche la présidentielle.

Quoi qu'il en soit, il ne faut pas laisser le passe sanitaire renforcer encore le contrôle social – après la loi sécurité globale et toutes les autres dispositions sécuritaires mises en place par Macron ou ses prédécesseurs. Ne nous laissons pas engourdir par la peur de la pandémie : luttons contre le passe sanitaire, contre les réformes de l'assurance-chômage et des retraites, contre la casse de l'hôpital public... et plus largement contre l'ordre établi !

**Des militant-es ouvriers et internationalistes
pour la révolution sociale**

